

Note

(1) *Session ordinaire 1997-1998.*

Chambre des représentants :
Documents parlementaires . — Proposition de loi, n° 1624/1 du 24 juin 1998.

Session ordinaire 1998-1999.

Chambre des représentants :
Documents parlementaires. — Amendements, n°s 1624/2 et 1624/3. — Rapport, n° 1624/4 (voir n° 1969/5) du 31 mars 1999 de M. Vandebossche. — Texte adopté par la commission, n° 1624/5. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1624/6.

Annales parlementaires . — Discussion et adoption. Séance du 1er avril 1999.

Sénat :

Documents parlementaires . — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-1356/1 du 1er avril 1999. — Projet non évoqué par le Sénat, n° 1-1356/2.

Nota

(1) *Gewone zitting 1997-1998.*

Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire stukken. — Wetsvoorstel, nr. 1624/1 van 24 juni 1998.

Gewone zitting 1998-1999.

Kamer van volksvertegenwoordigers :
Parlementaire stukken. — Amendementen, nrs. 1624/2 en 1624/3. — Verslag, nr. 1624/4 (zie nr. 1969/5) van 31 maart 1999 van de heer Vandebossche. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1624/5. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1624/6.

Parlementaire handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 1 april 1999.

Senaat :

Parlementaire stukken. — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-1356/1 van 1 april 1999. — Ontwerp niet geëvoceerd door de Senaat, nr. 1-1356/2.

F. 99 — 2177

[S - C - 99/09544]

3 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 190quinquies, § 2, des lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935, notamment l'article 190quinquies, §§ 2 et 3, inséré par la loi du 13 avril 1995 et remplacé par la loi du 16 juin 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° "offrant" : la ou les personnes remplissant les conditions de l'article 2, qui fait une offre de reprise;

2° "société visée" : la société anonyme n'ayant pas fait ou ne faisant pas publiquement appel à l'épargne au sens de l'article 26, alinéa 2, des lois sur les sociétés commerciales coordonnées le 30 novembre 1935 et dont les titres font l'objet d'une offre de reprise;

3° "établissement de crédit" : les établissements de crédit établis en Belgique au sens de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit;

4° "titres faisant l'objet de l'offre de reprise" : les titres représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote ainsi que les titres donnant droit à la souscription ou à l'acquisition de tels titres ou à la conversion en de tels titres, à l'exclusion des obligations émises par la société qui ne sont pas convertibles ou auxquelles ne sont pas attachés des droits de souscription;

5° "personnes agissant de concert" : les personnes entre lesquelles existe un accord ayant pour objet ou pour effet l'adoption par elles d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'acquisition ou la cession de titres de la société visée, de l'offrant ou de la société dont les titres sont offerts en contrepartie;

6° "personnes liées" : les entreprises qui sont liées entre elles au sens de la définition figurant à l'annexe, chapitre III, section Ire, IV, A, de l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises, ainsi que les autres personnes physiques et morales lorsqu'il y a entre elles un lien de filiation au sens du même arrêté;

7° "contrôle d'une société" : le fait que celle-ci se trouve par rapport à une personne physique ou morale dans un lien de filiation au sens de la définition figurant à l'annexe, chapitre III, section Ire, IV, A, de l'arrêté royal précité du 8 octobre 1976;

N. 99 — 2177

[S - C - 99/09544]

3 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 190quinquies, § 2, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935, inzonderheid op artikel 190quinquies, §§ 2 en 3, ingevoegd bij de wet van 13 april 1995 en vervangen bij de wet van 16 juni 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

1° "bieder" : de persoon die de voorwaarden van artikel 2 vervult en een uitkoopbod doet;

2° "doelvennootschap" : de naamloze vennootschap die geen openbaar beroep op het spaarwezen doet of gedaan heeft in de zin van artikel 26, tweede lid, van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935 en waarvan de effecten door het uitkoopbod worden beoogd;

3° "kredietinstelling" : in België gevestigde kredietinstellingen in de zin van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen;

4° "effecten waarop het uitkoopbod slaat" : effecten die al dan niet het kapitaal vertegenwoordigen en stemrecht verlenen, alsook effecten die recht geven op inschrijving op of verwerving van dergelijke effecten of op omzetting in dergelijke effecten, met uitzondering van obligaties uitgegeven door de vennootschap die niet converteerbaar zijn of waaraan geen inschrijvingsrechten zijn verbonden;

5° "personen die in onderling overleg optreden" : personen tussen wie een akkoord bestaat met voor de partijen als doel of gevolg een parallel gedraglijn te volgen voor de verwerving of de overdracht van effecten van de doelvennootschap, van de bieder of van de vennootschap waarvan de effecten als tegenwaarde worden aangeboden;

6° "verbonden personen" : ondernemingen die onderling zijn verbonden in de zin van de omschrijving die voorkomt in de bijlage, hoofdstuk III, deel I, IV, A, van het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen alsmede andere natuurlijke en rechtspersonen, wanneer tussen hen een affiliatieverband bestaat in de zin van hetzelfde besluit;

7° "controle van een vennootschap" : het feit dat zij tegenover een natuurlijke of rechtspersoon in een affiliatieverband staat in de zin van de omschrijving die voorkomt in de bijlage, hoofdstuk III, deel I, IV, A, van genoemd koninklijk besluit van 8 oktober 1976;

8° "contrôle conjoint": le contrôle exercé ensemble par un nombre limité d'associés lorsque ceux-ci ont convenu que les décisions relatives à l'orientation de la gestion de la société ne pourraient être prises que de leur commun accord.

§ 2. Sont considérés, sauf preuve contraire, comme des accords ayant pour objet ou pour effet l'adoption par les parties d'un comportement parallèle en ce qui concerne l'acquisition ou la cession de titres de la société concernée :

1° les conventions autres que statutaires comportant un blocage des titres, un agrément ou un mécanisme similaire pour l'acquisition ou la cession de titres de la société concernée;

2° les conventions autres que statutaires comportant des droits de préemption ou des options ou engagements d'achat ou de vente de titres de la société concernée;

3° le contrôle conjoint d'une société qui possède des titres de la société concernée.

§ 3. Sont présumés, sauf preuve contraire, agir de concert :

1° l'offrant, les membres de ses organes d'administration et les sociétés qu'il contrôle ou qui le contrôlent, ainsi que les autres personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord visé au paragraphe précédent,

2° la société visée, les membres de ses organes d'administration et les sociétés qu'elle contrôle ou qui la contrôlent, ainsi que les autres personnes avec lesquelles ils ont conclu un accord visé au paragraphe précédent;

3° les autres personnes qui ont conclu avec les personnes visées au 1° ou 2° un accord pour le financement de l'acquisition de titres de la société visée et qui sont intéressées au résultat de l'offre en raison d'un intérêt qui n'est pas exclusivement celui de créancier;

4° les personnes liées entre elles.

Art. 2. L'offrant doit détenir seul, directement ou indirectement, ou de concert, 95 p.c. des titres de la société visée qui confèrent le droit de vote, pour la détermination de la quotité de 95 p.c., les titres détenus par des personnes liées à l'offrant et par des personnes agissant de concert avec lui, sont ajoutés aux titres détenus par l'offrant;

Ce pourcentage est calculé au moment où le rapport de l'offrant est établi conformément à l'article 4, § 2.

Art. 3. L'offrant doit s'engager, pour ce qui dépend de lui, à mener l'offre à son terme et à s'abstenir, dès l'envoi de l'avis prévu à l'article 6, d'acquérir des titres faisant l'objet de l'offre à des conditions différentes de celle-ci, sauf s'il en fait bénéficier tous les destinataires de l'offre.

La totalité des fonds nécessaires à la réalisation de l'offre de reprise doit être disponible, soit en un compte auprès d'un établissement de crédit, soit sous la forme d'un crédit irrévocable et inconditionnel ouvert à l'offrant par un établissement de crédit; ces fonds doivent être bloqués pour assurer le paiement du prix d'achat des titres acquis dans le cadre de l'offre de reprise ou être exclusivement affectés à cette fin.

Art. 4. § 1^{er}. L'offrant détermine le prix de l'offre de reprise compte tenu des intérêts des propriétaires de titres.

§ 2. L'opération doit faire l'objet d'un rapport écrit et circonstancié de l'offrant. Ce rapport doit contenir tous les renseignements nécessaires pour que les propriétaires des titres de la société visée puissent porter un jugement fondé sur l'opération. Il doit au moins contenir les éléments suivants :

1° quant à l'offrant, ou aux offrants en cas de pluralité :

a) s'il agit seul, directement ou indirectement, ou de concert avec d'autres personnes;

b) au jour où le rapport est arrêté, le nombre de titres de la société visée conférant le droit de vote, détenus directement ou indirectement par l'offrant, les personnes qui lui sont liées et celles qui agissent de concert avec lui;

8° "gezamenlijke controle": de controle die een beperkt aantal vennoten samen uitoefenen wanneer zij zijn overeengekomen dat slechts met hun gemeenschappelijke instemming beslissingen kunnen worden genomen omtrent de oriëntatie van het vennootschapsbeleid.

§ 2. Worden behoudens tegenbewijs beschouwd als akkoorden met voor de partijen als doel of als gevolg een parallelle gedragslijn te volgen voor de verwerving of de overdracht van effecten van de betrokken vennootschap :

1° andere dan statutaire overeenkomsten die een blokkering van de effecten, een goedkeuring of een gelijkaardig mechanisme voor de verwerving of overdracht van effecten van de betrokken vennootschap inhouden;

2° andere dan statutaire overeenkomsten waarin een recht van voorkoop dan wel opties of verplichtingen tot aankoop of verkoop van effecten van de betrokken vennootschap zijn bedongen;

3° de gezamenlijke controle over een vennootschap die effecten bezit van de betrokken vennootschap.

§ 3. Worden behoudens tegenbewijs vermoed in onderling overleg op te treden :

1° de bieder, de leden van zijn bestuursorganen en de vennootschappen die hij controleert of die hem controleren, alsook andere personen met wie zij een akkoord als bepaald in de voorgaande paragraaf hebben gesloten;

2° de doelvennootschap, de leden van haar bestuursorganen en de vennootschappen die zij controleert of die haar controleren alsook andere personen met wie zij een akkoord als bepaald in de voorgaande paragraaf hebben gesloten;

3° andere personen die met de sub 1°, of 2° bedoelde personen een akkoord hebben gesloten om de verwerving van effecten van de doelvennootschap te financieren en die bij het resultaat van het bod een belang hebben dat niet uitsluitend een belang als schuldeiser is;

4° onderling verbonden personen.

Art. 2. De bieder moet alleen, rechtstreeks of onrechtstreeks, dan wel in onderling overleg, 95 pct. van de stemrechtverlenende effecten van de doelvennootschap bezitten; om dit quotum van 95 pct. te berekenen worden de effecten in bezit van met de bieder verbonden personen en van personen die in overleg met hem handelen, bij de effecten in bezit van de bieder geteld.

Dit percentage wordt berekend op het ogenblik waarop het verslag van de bieder als bedoeld in artikel 4, § 2, is opgesteld.

Art. 3. De bieder moet zich, wat hem betreft, ertoe verbinden het bod ten einde te brengen en mag, zodra hij de in artikel 6 bepaalde kennisgeving heeft verricht, geen effecten waarop het bod betrekking heeft, verwerven tegen andere voorwaarden dan die van het bod, tenzij hij die uitbreidt tot alle begunstigden van het bod.

Alle voor de verwezenlijking van het uitkoopbod noodzakelijke middelen moeten beschikbaar zijn, hetzij op een rekening bij een kredietinstelling, hetzij in de vorm van een onherroepelijk en onvoorwaardelijk krediet dat een kredietinstelling voor de bieder heeft geopend; deze middelen moeten worden geblokkeerd om de betaling te waarborgen van de aankoopprijs van de effecten die in het kader van het uitkoopbod zijn verworven of uitsluitend daartoe worden aangevend.

Art. 4. § 1. De bieder bepaalt de prijs voor het uitkoopbod, rekening houdend met de belangen van de eigenaars van effecten.

§ 2. De bieder moet een schriftelijk en omstandig verslag opstellen over de verrichting. Dit verslag moet alle noodzakelijke inlichtingen bevatten opdat de eigenaars van effecten van de doelvennootschap zich met kennis van zaken een oordeel zouden kunnen vormen over de verrichting. Dit moet tenminste de volgende elementen bevatten :

1° in verband met de bieder, of de bieders wanneer er meer dan een is :

a) of hij alleen optreedt, rechtstreeks of onrechtstreeks, of in onderling overleg met anderen;

b) op de dag waarop het verslag wordt opgesteld, hoeveel en welke categorieën stemrechtverlenende effecten rechtstreeks of onrechtstreeks in het bezit zijn van de bieder, van met de bieder verbonden personen en van personen die in overleg met hem handelen;

c) l'identité complète de l'offrant et de toutes les personnes qui lui sont liées et celles qui agissent de concert avec lui pour l'offre de reprise.

2° quant à l'offre de reprise :

a) le nombre et le(s) type(s) de titres que l'offrant propose de reprendre;

b) l'indication et la justification du prix proposé pour les titres faisant l'objet de l'offre de reprise. Si plusieurs catégories de titres sont acquises à des prix différents, l'indication de ces prix et la justification des différences. Le rapport indiquera les méthodes suivies pour la détermination du prix, l'importance relative qui est donnée à ces méthodes, les valeurs auxquelles chaque méthode parvient, les difficultés éventuellement rencontrées;

c) l'indication des dates prévues d'ouverture et de clôture de la période d'acceptation de l'offre de reprise;

d) l'indication du lieu où les acceptations de l'offre et les titres y afférents doivent être déposés, ainsi que de la date ultime du dépôt; l'indication du lieu où les titulaires de titres peuvent signifier par écrit leur refus de s'en défaire, moyennant l'identification de leurs titres;

e) l'indication des dates et des modalités de paiement,

f) l'indication que les taxes et les frais éventuels sont à charge de l'offrant;

g) l'indication du lieu et des modalités de la consignation des titres non présentés à la clôture de l'offre de reprise.

3° quant à la société visée :

sa dénomination, la date de sa création, son objet, l'adresse de son siège social, l'indication des modifications statutaires intervenues au cours des dix dernières années, avec la référence des publications, les noms des administrateurs en distinguant leurs pouvoirs.

Art. 5. Au rapport écrit et circonstancié de l'offrant est joint :

1° un rapport établi par un réviseur d'entreprises ou un expert-comptable inscrit au tableau des experts-comptables externes de l'Institut des experts-comptables. Dans ce rapport, le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable se prononce sur la pertinence, au regard des critères d'évaluation usuellement retenus, de la ou des méthodes d'évaluation utilisées par l'offrant pour évaluer la société et justifier le prix; le réviseur d'entreprises ou l'expert-comptable indique, en outre, s'il estime que le prix sauvegarde ou non les intérêts des propriétaires de titres.

2° l'avis du Conseil d'administration de la société visée indiquant qu'à son opinion le rapport établi par l'offrant ne présente pas de lacunes ou ne contient pas d'informations susceptibles d'induire en erreur les titulaires de titres de la société visée. Cet avis doit en outre contenir l'appréciation du Conseil d'administration à propos du rapport du réviseur d'entreprises ou de l'expert comptable visé sous 1°. Il doit, enfin, indiquer s'il estime que le prix permet ou non de sauvegarder les intérêts des porteurs de titres.

Art. 6. Quand tous les titres ne sont pas nominatifs, un avis indiquant l'endroit où les propriétaires de titres peuvent se procurer les rapports visés aux articles 4 et 5 doit être publié deux fois, à huit jours d'intervalle au moins, dans un organe de presse de diffusion nationale et dans un organe de presse de la région où la société a son siège social.

Quand tous les titres sont nominatifs, ces rapports doivent être transmis par lettres recommandées.

Tout propriétaire de titres peut obtenir sans frais et sur simple demande une copie intégrale des rapports visés aux articles 4 et 5.

c) de volledige identiteit van de bieder en van alle met hem verbonden personen en van personen die in overleg met hem handelen voor het uitkoopbod.

2° in verband met het uitkoopbod :

a) hoeveel en welke effecten de bieder voornemens is te verwerven;

b) vermelding en verantwoording van de voorgestelde prijs voor de effecten waarop het uitkoopbod slaat. Als verschillende categorieën van effecten tegen verschillende prijzen zijn verworven, vermelding van deze prijzen en verantwoording van de prijsverschillen. Het verslag vermeldt volgens welke methodes de prijs is bepaald, het relatieve belang van elk van die methodes, de waarden die elke methode oplevert, de eventuele ondervonden problemen;

c) vermelding van de voorziene aanvangs- en de slotdatum van de aanvaardingsperiode van het uitkoopbod;

d) vermelding van de plaats waar de aanvaarding van het bod en de effecten waarop het bod slaat neergelegd moeten worden, alsmede de uiterste datum van de neerlegging; vermelding van de plaats waar de houders van de effecten schriftelijk hun weigering tot afstand kunnen betekenen, mits identificatie van hun effecten,

e) vermelding van de datum en de wijze van betaling,

f) vermelding dat de eventuele taksen en kosten ten laste zijn van de bieder;

g) vermelding van de plaats waar en de wijze waarop de effecten die na afsluiting van het aldus heropende bod niet zijn aangeboden, worden geconsigneerd.

3° in verband met de doelvennootschap :

de naam van de vennootschap, de datum van oprichting ervan, het doel, het adres van de zetel van de vennootschap, de vermelding van de wijzigingen die in de loop van de laatste 10 jaar in de statuten zijn aangebracht, met verwijzing naar de bekendmakingen, de namen van de bestuurders met vermelding van hun bevoegdheid.

Art. 5. Bij het schriftelijke en omstandige verslag van de bieder wordt gevoegd :

1° een schriftelijk verslag van een bedrijfsrevisor of een accountant ingeschreven op het Tableau van de externe accountants van het Instituut der Accountants. In dit verslag spreekt de bedrijfsrevisor of de accountant zich uit over de relevantie, ten aanzien van de gebruikelijk gehanteerde waarderingscriteria, van de door de bieder gebruikte waarderingsmethode(s) om de vennootschap te waarderen en de prijs te rechtvaardigen; de bedrijfsrevisor of de accountant vermeldt ook of hij van oordeel is dat de prijs de belangen van de eigenaars van effecten veilig stelt.

2° het advies van de raad van bestuur van de doelvennootschap, waarin de raad stelt dat het door de bieder opgesteld verslag naar zijn oordeel geen leemten vertoont of geen gegevens bevat die de eigenaars van effecten van de doelvennootschap kunnen misleiden. Bovendien moet in dit advies het oordeel staan van de raad van bestuur over het verslag van de onder het 1° vermelde bedrijfsrevisor of accountant. Tot slot moet het advies vermelden of hij vindt dat met de prijs de belangen van de effectenhouders al dan niet veilig komen worden gesteld.

Art. 6. Wanneer niet alle effecten op naam zijn, moet tweemaal, met een tussentijd van ten minste acht dagen, in een landelijk verspreid blad en in een blad uit de streek waar de vennootschap haar zetel heeft, een bericht worden bekendgemaakt waarin wordt vermeld waar de eigenaars van effecten de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verslagen kunnen verkrijgen.

Wanneer alle effecten op naam zijn, moeten die verslagen met een aangetekende brief worden verzonden.

Elke eigenaar van effecten kan kosteloos en op verzoek een volledige kopie krijgen van de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verslagen.

Art. 7. Les propriétaires de titres qui font l'objet de l'offre disposent d'un délai de trente jours à dater de la publication du second avis visé à l'article 6, alinéa 1^{er}, pour faire part par écrit à offrant des griefs qu'ils formulent à l'encontre de l'offre et, plus particulièrement, à l'encontre de l'évaluation des titres de la société visée ou du prix, notamment au regard de la sauvegarde des intérêts des propriétaires de titres.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, le délai court à dater de l'envoi des lettres recommandées visées à l'article 6, alinéa 2.

Art. 8. Si des griefs ont été formulés au cours du délai prévu à l'article 7, l'offrant peut soit maintenir son offre initiale, soit la modifier dans un sens plus favorable pour les propriétaires de titres.

L'offrant rend publique la décision qu'il prend en application de l'alinéa 1^{er}, ou, lorsqu'un grief n'a été formulé, le maintien en de l'offre, par un avis publié dans les quinze jours suivant la fin du délai visé à l'article 7, dans un organe de presse de diffusion nationale et dans un organe de presse où la société a son siège social. Cet avis rappelle l'endroit où les propriétaires de titres peuvent se procurer les rapports visés aux articles 4 et 5 et précise les éventuelles modifications apportées à ceux-ci, ainsi que les dates d'ouverture et de clôture de la période d'acceptation de l'offre de reprise.

Lorsque tous les titres sont nominatifs, cette publication peut être remplacée par un envoi par lettres recommandées à tous les propriétaires de titres dans les quinze jours suivant la fin du délai visé à l'article 7.

Art. 9. A compter de la date du rapport de l'offrant visé à l'article 4, l'offre de reprise ne peut plus être modifiée que par application de l'article 3, alinéa 1^{er} ou de l'article 8, alinéa 1^{er}.

Art. 10. La période d'acceptation de l'offre de reprise doit avoir une durée minimale de dix jours et une durée maximale de vingt jours à compter de la publication faite conformément à l'article 8.

Art. 11. A l'exception des titres dont les propriétaires ont fait savoir à l'offrant, expressément et par écrit avant la clôture de la période d'acceptation de l'offre, qu'ils refusaient de s'en défaire, les titres non présentés à la clôture de l'offre sont réputés transférés de plein droit à l'offrant. Le paiement des titres ainsi transférés s'effectue au plus tard dans le mois qui suit la clôture de l'offre. Les fonds nécessaires au paiement des titres ainsi transférés sont consignés auprès de la Caisse de dépôts et consignations au profit de leurs anciens propriétaires.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 3 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
T. VAN PARYS

Art. 7. De eigenaars van effecten waarop het bod slaat, beschikken over een termijn van dertig dagen na bekendmaking van het tweede bericht als bedoeld in artikel 6, eerste lid, om schriftelijk de bieder hun bezwaren mede te delen tegen het bod en, meer in het bijzonder, tegen de waardering van de effecten van de doelvennootschap of de geboden prijs, inzonderheid uit het oogpunt van het veilig stellen van de belangen van de eigenaars van effecten.

Wanneer alle effecten op naam zijn, loopt de termijn vanaf de verzending van de aangetekende brieven als bedoeld in artikel 6, tweede lid.

Art. 8. Indien in de loop van de in artikel 7 genoemde termijn, bezwaren zijn gemaakt, kan de bieder hetzij zijn oorspronkelijke bod handhaven, hetzij het in gunstigere zin voor de effectenhouders wijzigen.

De bieder maakt de beslissing die hij heeft genomen met toepassing van het eerste lid, of, wanneer geen bezwaar werd medegedeeld, het behoud van het bod, bekend via een bericht dat binnen de vijftien dagen volgend op het eind van de in artikel 7 bepaalde termijn wordt bekendgemaakt in een landelijk verspreid blad en in een blad uit de streek waar de vennootschap haar zetel heeft. Dit bericht herhaalt de plaats waar de eigenaars van effecten de in de artikelen 4 en 5 bedoelde verslagen kunnen bekomen en geeft de er gebeurlijk aangebrachte wijzigingen alsmede de aanvangs- en slotdata van de aanvaardingsperiode van het uitkoopbod, aan.

Wanneer alle effecten op naam zijn, kan deze publicatie worden vervangen door de verzending van aangetekende brieven aan alle eigenaars van effecten binnen de vijftien dagen volgend op het eind van de in artikel 7 bepaalde termijn.

Art. 9. Vanaf de datum waarop het verslag van de bieder als bedoeld in artikel 4 werd opgesteld, mag het uitkoopbod enkel worden gewijzigd met toepassing van artikel 3, eerste lid of van artikel 8, eerste lid.

Art. 10. De periode voor de aanvaarding van het uitkoopbod bedraagt minimum tien en maximum twintig dagen, te rekenen vanaf de datum van de bekendmaking overeenkomstig artikel 8.

Art. 11. Met uitzondering van de effecten waarvan de eigenaars uitdrukkelijk en schriftelijk voor het sluiten van de aanvaardingsperiode van het bod hebben te kennen gegeven dat ze er geen afstand van willen doen, worden de effecten die na afsluiting van het bod niet zijn aangeboden, geacht van rechtswege op de bieder te zijn overgegaan. De betaling van de overgedragen effecten geschiedt ten laatste binnen één maand na afsluiting van het bod. De middelen die noodzakelijk zijn voor de betaling van de overgedragen effecten, worden geconsigneerd bij de Deposito- en Consignatiekas ten gunste van hun vroegere eigenaars.

Art. 12. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 3 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
T. VAN PARYS

F. 99 — 2178

[S - C - 99/09669]

25 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution des articles 73 et 83 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1997 sur les faillites, notamment les articles 73 et 83;

Vu l'arrêté royal du 24 décembre 1934 relatif à l'application des lois sur la dépossession involontaire de titres au porteur, modifié par les arrêtés royaux du 4 juin 1970 et du 4 mars 1997;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 5 octobre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 novembre 1998;

N. 99 — 2178

[S - C - 99/09669]

25 MEI 1999. — Koninklijk besluit tot uitvoering van de artikelen 73 en 83 van de faillissementswet van 8 augustus 1997

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de faillissementswet van 8 augustus 1997, inzonderheid de artikelen 73 en 83;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 december 1934 betreffende de toepassing der wetten op het onvrijwillig bezitsverlies van toonderpapier, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 juni 1970 en van 4 maart 1997;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 oktober 1998;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 9 november 1998;